economiesuisse

Appel à agir pour la place économique suisse

L'essentiel en bref:

- La situation actuelle doit faire l'effet d'un signal d'alarme pour la Suisse: si nous restons les bras croisés, notre pays perdra en stabilité et en compétitivité.
- Pour que la Confédération conserve sa capacité d'action, il convient de mettre en œuvre de manière exhaustive le «programme d'allègement 27» et ses mesures axées sur les dépenses. Il faut renoncer à des mesures axées sur les recettes.
- Les entreprises et les travailleurs ont, eux aussi, besoin d'un train de mesures qui allège leurs charges. Non seulement cela renforcera la résilience et la compétitivité de la place économique, mais cela créera également des potentiels de recettes pour l'État.

economiesuisse
SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI
SWISSMEM
ASSOCIATION SUISSE D'ASSURANCES
125 ANS DE L'ASA

L'insécurité géopolitique et économique se poursuit et la Suisse est directement touchée. C'est justement dans ces moments-là qu'on voit ce qui compte vraiment: la stabilité et une économie performante et résiliente comme fondement de notre prospérité, deux facteurs de réussite soumis à une pression considérable. La Suisse ne doit pas poursuivre son chemin comme si de rien n'était, elle doit agir, il y a urgence. Car, en l'absence de mesures, la place économique verra sa stabilité et sa compétitivité s'affaiblir. Pour que l'État reste capable d'agir, également dans une période difficile, il est essentiel que le «programme d'allègement 27» du Conseil fédéral et ses mesures axées sur les dépenses soient mis en œuvre de manière globale. C'est le seul moyen de parvenir à respecter le frein à l'endettement et de créer une marge de manœuvre pour investir dans les capacités de défense. Dès lors, l'économie soutient fermement le «PA27».

Un train de mesures est nécessaire pour renforcer la place économique

La Suisse est sous pression et de nombreux pays renforcent l'attractivité de leur place économique. Il est décisif que le monde politique suisse montre sa détermination et prenne des mesures. Celui-ci doit renoncer à introduire des charges réglementaires et des taxes supplémentaires. «Un moratoire en matière de réglementation s'impose», a déclaré Christoph Mäder, président d'economiesuisse, lors de la conférence de presse commune de l'économie. «De plus, un train de mesures doit être élaboré pour renforcer la place économique suisse», toujours selon Christoph Mäder. L'économie demande donc la mise en place d'un groupe d'experts, composé de représentants des milieux scientifiques et économiques ainsi que de la Confédération, chargé d'élaborer un train de mesures transversales.

Éviter une nouvelle hausse des impôts et des taxes

Il importe également d'accorder une attention particulière à la prévoyance sociale, le plus gros poste de dépenses de la Confédération. Il faut savoir à cet égard que les dépenses de l'AVS augmentent fortement, notamment en raison de l'évolution démographique et de l'introduction de la 13e rente. Dans ce contexte, il est décisif d'assurer le financement à long terme des assurances sociales sans renchérir davantage le travail. Le coût du travail est un facteur essentiel, avec un cadre stable, pour les investissements des entreprises. Aussi l'Union patronale suisse salue-t-elle le projet visant à dissocierr le financement de l'AVS du budget de la Confédération – sans pour autant qu'il entraîne des hausses des charges salariales. «Il faut un engagement clair contre des hausses des cotisations salariales en faveur de l'AVS», a indiqué Severin Moser, président de l'Union patronale suisse.

Stefan Mäder, président de l'Association Suisse d'Assurances, s'oppose lui aussi fermement à des hausses d'impôts. «La Confédération a un problème de dépenses, pas de recettes. Le relèvement prévu de l'imposition des capitaux de prévoyance toucherait des pans entiers de la population et doit être clairement rejeté», a déclaré Stefan Mäder. Selon lui, «le système des trois piliers, qui constitue l'un des principaux acquis de notre pays, serait affaibli». Du point de vue des assurés en particulier, changer les règles du jeu en cours de partie serait contraire à la sécurité juridique. Cela affaiblirait la confiance dans l'action de l'État

et la responsabilité individuelle en matière de prévoyance. L'économie préconise également de ne pas remettre en question la fiabilité du système des trois piliers, car les fonds sont investis à long terme renforcent la place économique suisse.

Supprimer des obstacles au commerce

Le conflit commercial international pèse sur les exportations, les entreprises et les investissements suisses. L'intégration de la Suisse dans le groupe des quinze partenaires commerciaux avec lesquels les États-Unis recherchent en priorité un accord sur les droits de douane est un premier pas vers la résolution du conflit. Des relations diplomatiques étroites avec les États-Unis restent toutefois essentielles. En même temps, la Suisse, en tant qu'économie ouverte, a besoin du meilleur accès possible aux marchés du monde entier. «Les accords de libre-échange gagnent ainsi encore en importance. Concrètement, je pense à l'entrée en vigueur rapide de l'accord avec l'Inde, à la conclusion des accords avec le Mercosur et le Vietnam ainsi qu'à la mise à jour de ceux avec la Chine et le Mexique», a indiqué Martin Hirzel, président de Swissmem. Des référendums nuiraient fortement à l'industrie d'exportation. Enfin, les Bilatérales III doivent être menées à bien.

Appel à agir pour la place économique suisse

Des propositions concrètes pour un train de mesures visant à renforcer la place économique suisse ont été présentées lors de la conférence de presse. Le document se trouve ici.

Train de mesures

Dossier de presse

Pour toute question:

- Silvan Lipp, responsable Communication d'economiesuisse, +41 44 421 35 57, media@economiesuisse.ch
- Jonas Lehner, responsable suppléant du secteur Communication de l'Union patronale suisse, +41 79 627 15 19, lehner@arbeitgeber.ch
- Noé Blancpain, chef Communication et Public affairs de Swissmem, +41 78 748 61 63, n.blancpain@swissmem.ch
- Jan Mühlethaler, directeur de la division Affaires publiques et communication de l'Association Suisse d'Assurances, media@svv.ch